

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 178

22 janvier 2016

SOMMAIRE

ADLS S.à r.l.	8544	Matineta S.à r.l.	8529
Alander S.A.	8498	Nemesis Galt S.à r.l.	8524
Arcofin S.A.	8542	RAS Société Civile Immobilière	8516
Automotive Investments (Luxembourg) S.à r.l.	8539	RP Rendite Plus	8528
BGV III Feeder 1 S.C.S.	8500	Sechep Investments Holding S.à r.l.	8519
BGV III Feeder 1 SICAV-FIS	8500	SIX Payment Services (Europe) S.A.	8521
C & A Europe S.A.	8544	Skylabs Management S.à r.l.	8531
CETREL S.A.	8521	SPC Lux S.à r.l.	8541
Desprez Investments International S.à r.l. ...	8513	SPE III Icare S.à r.l.	8541
Immocare S.A.	8542	STRAT & Fi Lux	8541
Immosolutions S.à r.l.	8542	Tages Capital Sicav	8526
Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.	8542	Terra-Constructions S.à r.l.	8538
Integro Luxembourg S.à r.l.	8542	Truck S.à r.l.	8540
Madrax Properties Sàrl	8519	TSO	8540
Majorcan Hotels Luxembourg S.à r.l.	8544	TW Life V S.à r.l.	8541
Manly S.A.	8544	Utopia S.A.	8539

Alander S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 17.049.

L'an deux mille quinze, le trente-et-un décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée ALANDER S.A., ayant son siège social au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 17.049, (la «Société Absorbante»)

constituée par acte de Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, le 5 octobre 1979, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 293 du 12 décembre 1979,

et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le même notaire en date du 14 juillet 1986, publié au Mémorial C numéro 289 du 15 octobre 1986

et aux termes d'actes reçus par le notaire Maître Francis KESSELER, alors notaire de résidence à Esch/Alzette:

- en date du 13 juin 2000, publié au Mémorial C numéro 763 du 18 octobre 2000,
- en date du 16 mai 2002, publié au Mémorial C numéro 1145 du 30 juillet 2002,
- en date du 26 mai 2003, publié au Mémorial C numéro 697 du 02 juillet 2003
- en date du 15 décembre 2008, publié au Mémorial C numéro 178 du 27 janvier 2009 et
- en date du 31 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1171 du 8 mai 2014,

L'assemblée est présidée par Monsieur Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo..

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, précité.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les deux mille cent soixante-neuf (2.169) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de TROIS MILLIONS QUATRE CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (EUR 3.425.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations..

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Approbation de la fusion par absorption (la «Fusion») entre la société ALANDER S.A., en tant que société absorbante (la «Société Absorbante») et EKINOX S.A. (la «Société Absorbée»);

2. Approbation du projet de fusion lié à la Fusion (le «Projet de Fusion») tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations nr 3228 du 30 novembre 2015 et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;

3. Fixation de la date à laquelle la Fusion prendra effet à Luxembourg (la «Date d'Effet»), telle que définie dans le Projet de Fusion, à la date de publication au Mémorial C de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés»);

4. Absorption, conformément aux articles 278 et suivants de la Section XIV des fusions de la Loi sur les Sociétés, de la Société Absorbée à la Date d'Effet selon les termes et conditions de la Fusion;

5. Approbation que toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable et fiscal comme accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante à partir du 1^{er} octobre 2015;

6. Dissolution subséquente de la société EKINOX S.A.;

7. Transfert du siège social de la Société Absorbante du 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

8. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbante, et décharge à leur donner;

9. Nomination de nouveaux administrateurs dans la Société Absorbante, comme suit:

- Madame Tazia BENAMEUR, née le 9 novembre 1969 à Mohammadia (Algérie) demeurant professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

- FMS SERVICES S.A. ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3 avenue Pasteur, (RCS Luxembourg section B numéro 101.240) est nommé représentant permanent Madame Nadine LAMBALLAIS, avec adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- S.G.A. SERVICES S.A. ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, (RCS Luxembourg section B numéro 76.118) est nommée représentant permanent Madame Sophie CHAMPENOIS, avec adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

10. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes dans la Société Absorbante, comme suit:

- Monsieur Eric HERREMANS, employé, né à Bruges (Belgique), le 3 juin 1941, demeurant à L-2520 Luxembourg, 39, Allée Scheffer.

11. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate la réalisation de la fusion, en application de l'article 278 et suivants de la loi sur les sociétés telle que modifiée,

décidée par les conseils d'administration de la société dénommée «ALANDER S.A.», une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 17.049, société absorbante,

et de la société EKINOX S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.423, société absorbée, détenue à 100% par la société absorbante ALANDER S.A., précitée,

conformément au projet de fusion du 9 novembre 2015, publié au Mémorial C numéro 3228 du 30 novembre 2015.

La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante, est fixée au 1^{er} octobre 2015.

Vis-à-vis des tiers, la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées comme accomplies pour compte de la société absorbante, est fixée à la date où sont intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause, c'est-à-dire à la date des présentes.

L'Assemblée constate pour autant que de besoin qu'à la date de ce jour et avant les présentes la présente opération de fusion a été approuvée par la société absorbée par acte du notaire soussigné.

Qu'en ces circonstances, la fusion se trouve réalisée à la date des présentes, et a entraîné de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment:

- la transmission universelle, tant entre la société absorbée et la société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante,

- et la société absorbée EKINOX S.A. a cessé d'exister.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

Troisième résolution

L'assemblée prend acte et accepte les démissions des actuels administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société et décide de leur donner décharge pour l'exécution de leurs mandats ainsi que des 2 délégués à gestion journalière.

Quatrième résolution

L'assemblée décide ensuite de procéder à la nomination d'un nouveau conseil d'administration ainsi que d'un nouveau commissaire aux comptes, comme suit:

Sont nommés administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016::

- Madame Tazia BENAMEUR, née le 9 novembre 1969 à Mohammadia (Algérie) demeurant professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

- FMS SERVICES S.A. ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3 avenue Pasteur, (RCS Luxembourg section B numéro 101.240) avec pour représentant permanent Madame Nadine LAMBALLAIS, avec adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- S.G.A. SERVICES S.A. ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, (RCS Luxembourg section B numéro 76.118) avec pour représentant permanent Madame Sophie CHAMPENOIS, avec adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Est nommé comme nouveau commissaire aux comptes dans la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016:

Monsieur Eric HERREMANS, employé, né à Bruges (Belgique), le 3 juin 1941, demeurant à L-2520 Luxembourg, 39, Allée Scheffer.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite aux résolutions prises à la présente assemblée, est estimé à approximativement EUR 7000.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 11 janvier 2016. 2LAC/2016/604. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Référence de publication: 2016050993/132.

(160009230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

**BGV III Feeder 1 S.C.S., Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. BGV III Feeder 1 SICAV-FIS).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.061.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Tag des Monats Dezember.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

sind die Gesellschafter der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds „BGV III Feeder 1 SICAV-FIS“, mit Sitz in 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, Handelsregisternummer Luxembourg B. 130.061, gegründet gemäß notarieller Urkunde, aufgenommen, am 18. Juli 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 28. August 2007, Nummer 1814, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Sitzung wird eröffnet um 12:00 Uhr.

Als Vorsitzender der Gesellschafterversammlung amtiert Herr Christian Lennig, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Zum Schriftführer wird bestellt Herr Matthias Kerbusch, Jurist, geschäftsansässig in 10, boulevard G.-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Peter Audesirk, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Bericht des Vorsitzenden

Der Vorsitzende berichtet und die Versammlung stellt fest:

1. Die Gesellschafter sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird dem gegenwärtigen Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen „ne varietur“ paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital bestehend aus 145.444 (in Worten: einhundertfünfundvierzigvierhundertvierundvierzig) voll eingezahlten Aktien bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist. Da alle Gesellschafter oder deren Vertreter erklären, dass sie die Tagesordnung kennen und auf die gesetzliche und

statutarische Einberufung verzichten, ist somit die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten und befugt, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

3. Die gegenwärtige Versammlung hat zur Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Beschluss zur Umwandlung des BGV III Feeder 1 SICAV-FIS (die „Gesellschaft“) in eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple, „S.C.S.“) unter Beibehaltung des Status als spezialisierter Investmentfonds unter dem Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in abgeänderter Fassung (das „Gesetz von 2007“) zum 18. Dezember 2015 um 12:00 Uhr;

2. Beschluss über die Umwandlung der Aktien in Kommanditanteile der S.C.S.;

3. Erklärung der BGV III GP S.à r.l. über die Annahme der Position als Komplementär der S.C.S.;

4. Beschluss zur Änderung des Namens der Gesellschaft in „BGV Feeder 1 S.C.S.“ und entsprechende Abänderung von Artikel 2 der Satzung.

5. Beschluss zur Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft wie folgt:

„Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Nettovermögens in Anteile der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel, ihren Anlegern eine angemessene Rendite zu ermöglichen.

Zudem können bis zu 15% des Nettovermögens der Gesellschaft über andere Vehikel, unter anderem in Form von Kapital- und/oder Personengesellschaften, stillen Gesellschaften, Trusts und/oder über die Ausgabe unverbriefter Darlehen investiert werden, soweit hierdurch mit der Master SICAV-FIS übereinstimmende Investmentrisiken abgebildet werden.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im Weitesten, im Rahmen des Gesetzes von 2007 zulässigen Sinne, dienlich sind“ und entsprechende Abänderung von Artikel 3 der Satzung.

6. Beschluss über den Gesellschaftsvertrag der S.C.S.;

7. Beschluss über das Emissionsdokument;

8. Festlegung des Sitzes der S.C.S.; und

9. Ernennung des Wirtschaftsprüfers der S.C.S.

4. Nach Beratung fasst die Gesellschafterversammlung dann einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt einstimmig, die Gesellschaft unter Beibehaltung des Status als spezialisierter Investmentfonds unter dem Gesetz von 2007 zum 18. Dezember 2015 um 12:00 Uhr von einer Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) in eine S.C.S. umzuwandeln (die „Umwandlung“).

Dieser Beschluss wird unter der Voraussetzung gefasst, dass die Gesellschaft einen Komplementär erhält, und wird zeitgleich mit der Zeichnung des Komplementäranteils durch die BGV III GP S.à r.l. wirksam.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt einstimmig, dass die Gesellschafter der Gesellschaft infolge der Umwandlung zu Kommanditisten (associé commanditaire) der S.C.S. werden. Anstelle der bislang in der Gesellschaft gehaltenen Aktien der Klassen „A“, „B“, „C“, „D“ und „E“ erhalten die Gesellschafter Kommanditanteile der Anteilklassen „A“, „B“, „C“, „D“ und „E“ an der S.C.S. im Umtauschverhältnis 1:1.

Dieser Beschluss wird unter der Voraussetzung gefasst, dass die Gesellschaft einen Komplementär erhält, und wird zeitgleich mit der Zeichnung des Komplementäranteils durch die BGV III GP S.à r.l. wirksam.

Dritter Beschluss

Die BGV III GP S.à r.l. erklärt, die Position als unbeschränkt haftbarer Gesellschafter (Komplementär, associé commandité) der S.C.S. anzunehmen und einen Komplementäranteil zu zeichnen zum Preis von EUR 0,50 und Einlagen in Form von Geschäftsführungsdienstleistungen zu erbringen. Sie belegt der Gesellschafterversammlung die Einzahlung der Summe von EUR 0,50 zu Gunsten der S.C.S.. Ferner wird die Zustimmung zur teilweisen Erbringung der Einlage in Form von Sacheinlagen und Dienstleistungen durch die Gesellschafterversammlung erklärt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) beschließen einstimmig, den Namen der Gesellschaft in „BGV III Feeder 1 S.C.S. SICAV-FIS“ abzuändern und Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

„Die Gesellschaft ist eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé) unter dem Namen BGV III Feeder 1 S.C.S. société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) beschließen einstimmig, den Gesellschaftszweck der Gesellschaft wie folgt abzuändern und Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

„Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Nettovermögens in Anteile der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel, ihren Anlegern eine angemessene Rendite zu ermöglichen.

Zudem können bis zu 15% des Nettovermögens der Gesellschaft über andere Vehikel, unter anderem in Form von Kapital- und/oder Personengesellschaften, stillen Gesellschaften, Trusts und/oder über die Ausgabe unverbriefter Darlehen investiert werden, soweit hierdurch mit der Master SICAV-FIS übereinstimmende Investmentrisiken abgebildet werden.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im Weitesten, im Rahmen des Gesetzes von 2007 zulässigen Sinne, dienlich sind.“

Sechster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) beschließen einstimmig, dass infolge der Umwandlung der folgende Gesellschaftsvertrag zwischen ihnen gelten soll (ohne Änderung des Gesellschaftszweckes), welche an die Stelle der Satzung der Gesellschaft tritt:

„Gesellschaftsvertrag

Titel I. - Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Definitionen.

- AIF bezeichnet einen Alternativen Investmentfonds im Sinne der AIFM-Richtlinie.
- AIFM bezeichnet einen Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne der AIFM Regelungen
- AIFM-Richtlinie bezeichnet die Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnung (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.
- Ausgabepreis bezeichnet den Preis, zu dem die Anteile ausgegeben werden.
- Anteile bezeichnen die Anteile (Komplementäranteil und Kommanditanteile) der Gesellschaft;
- Anteilsinhaber bezeichnet diejenigen Personen, welche Anteile am Kapital der Gesellschaft erworben haben;
- Anteilklassen bezeichnet Anteilklassen, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anteilsinhabern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden können;
- Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg und in Deutschland geöffnet sind;
- Bewertungstag bezeichnet den Bankarbeitstag an dem Bewertungen des Vermögens der Gesellschaft im Sinne des Artikel 13 vorgenommen werden;
- Depotbank bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;
- Einzahlungsaufforderung bezeichnet das Schreiben, durch welches die Gesellschaft jeden einzelnen Anleger dazu auffordert, gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments und des Zeichnungsscheins einen prozentualen Anteil der Offenen Kapitalzusage des betreffenden Anlegers gegen Ausgabe von Anteilen an die Gesellschaft zu zahlen;
- Emissionsdokument bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung.
- Erstzeichnungspreis bezeichnet den Preis, zu dem die Anteile während der Erstzeichnungsperiode ausgegeben wurden.
- Erstzeichnungsphase bezeichnet den Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Anteile zum Erstzeichnungspreis ausgab.
- Geeigneter Anleger bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Geeignete Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:
 - er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Geeigneter Anleger erklärt, und
 - er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
 - er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können.
- Regulierter Markt bezeichnet einen geregelten Markt mit regelmäßiger Notierung, der öffentlich anerkannt und zugänglich ist.
- Geschäftsführer bezeichnet ein Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs.

- Geschäftsführung bezeichnet die Geschäftsführung des Komplementärs.
- Gesellschaft bezeichnet die BGV III Feeder 1 S.C.S. société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé.
- Gesellschaftsvertrag bezeichnet den Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft.
- Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung.
- Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung.
- Gesetz von 2013 bezeichnet das luxemburgische Gesetz zur Umsetzung der AIFM-Richtlinie vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner derzeit gültigen Fassung.
- Kapitalzusage bezeichnet die durch den Anleger gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Zeichnungsscheins eingegangene Verpflichtung, Anteile der Gesellschaft zu zeichnen.
- Komplementär bezeichnet BGV III GP S.à r.l. in seiner Eigenschaft als Komplementär der Gesellschaft.
- Nettoinventarwert bezeichnet den so wie in Artikel 12 des Gesellschaftsvertrags berechneten Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft gemindert um deren Verbindlichkeiten.
- Nicht-erwerbsberechtigte Person bezeichnet eine jede Person, die nicht Geeigneter Anleger ist, oder die zwar Geeigneter Anleger ist, deren Eigentum an Anteilen der Gesellschaft aber nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht oder dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger Rechts oder eines anderen Rechts darstellt, oder die Gesellschaft als Folge dieses Eigentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde.
- Offene Kapitalzusage bezeichnet den Anteil, der durch die Anleger gemäß dem Zeichnungsschein abgegebene Kapitalzusage der Anleger, der von der Gesellschaft noch nicht eingefordert und an diese gezahlt wurde.
- Säumiger Anleger bezeichnet einen von der Gesellschaft gemäß Artikel 10 für säumig erklärten Anleger;
- Zeichnungsschein bezeichnet die zwischen dem Anleger und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die
 - sich der Anleger unter anderem verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Anteile zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Anteilen an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Anleger eine Einzahlungsaufforderung erhält, und
 - durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Anteile an die Anleger auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Anlegers in Anspruch genommen und bezahlt wird.

Art. 2. Name. Die Gesellschaft ist eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) unter dem Namen BGV III Feeder 1 S.C.S..

Art. 3. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Nettovermögens in Anteile der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel, ihren Anlegern eine angemessene Rendite zu ermöglichen.

Zudem können bis zu 15% des Nettovermögens der Gesellschaft über andere Vehikel, unter anderem in Form von Kapital- und/oder Personengesellschaften, stillen Gesellschaften, Trusts und/oder über die Ausgabe unverbriefter Darlehen investiert werden, soweit hierdurch mit der Master SICAV-FIS übereinstimmende Investmentrisiken abgebildet werden.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im Weitesten, im Rahmen des Gesetzes von 2007 zulässigen Sinne, dienlich sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf begrenzte Zeit bis einschließlich zum 31. Dezember 2019 errichtet. Auf Vorschlag des Komplementärs kann die Dauer der Gesellschaft bis zu drei Mal um jeweils 1 Jahr bis zum 31. Dezember des jeweiligen Jahres durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Anteilhaber verlängert werden.

Eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilhaber kann jederzeit beschließen die Gesellschaft aufzulösen.

Art. 5. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Komplementärs innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Komplementärs errichtet werden.

Falls der Komplementär feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Anteile - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital - Anteilklassen. Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Gesellschaftsanteilen ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,00 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital wurde innerhalb von zwölf (12) Monaten nach der ursprünglichen Gründung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht.

Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der Euro (EUR).

Das Kapital der Gesellschaft besteht zum 18. Dezember 2015 aus

- a. einem (1) Komplementäranteil ohne Nennwert, der vom Komplementär gehalten wird; und
- b. 145.444 (in Worten: einhundertfünfundvierzigvierhundertvierundvierzig) Kommanditanteilen ohne Nennwert, die von den Kommanditisten gehalten werden.

Einlagen der Gesellschafter sind in bar, in Form von Sacheinlagen oder auch in Form von Dienstleistungen zu leisten. Der Komplementär leistet in Bezug auf seinen Gesellschaftsanteil eine Bareinlage in Höhe von EUR 0,50 und hinsichtlich des verbleibenden Betrages Einlagen in Form von Geschäftsführungsdienstleistungen. Die Erbringung von Einlagen in Form von Sacheinlagen und Dienstleistungen setzt jedoch eine vorherige Zustimmung durch den Komplementär voraus. Für den Beitrag des Komplementärs gilt die Zustimmung als erteilt. Die Beteiligung des Komplementärs entspricht unter Berücksichtigung seiner erbrachten Kapitaleinlage sowie Geschäftsführungsleistungen einem Hundertstel eines Kommanditanteils

Auf Beschluss des Komplementärs können weitere Anteile der Gesellschaft in einer oder mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in Sinne des Gesellschaftszwecks nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Komplementär im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Komplementär beschlossenen Anlagebeschränkungen, für Rechnung der Gesellschaft investiert.

Der Komplementär darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Anteile einer oder mehrerer Anteilklassen der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Anteilinhabern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Komplementär kann jeden Geschäftsführer oder jeden Angestellten des Komplementärs oder der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Anteile entgegenzunehmen.

Die Klassen von Kommanditanteilen können sich im Hinblick auf die Zeichnungspreise, die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungs- bzw. Wiederanlagepolitik, die von den Kommanditisten zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Komplementär bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Gesellschaftsanteil wird für jede ausgegebene Klasse von Gesellschaftsanteilen einzeln berechnet. Falls Klassen von Kommanditanteilen ausgegeben werden, werden die entsprechenden Klassen und gegebenenfalls die unterschiedlichen Merkmale der einzelnen Klassen von Kommanditanteilen im Emissionsdokument aufgeführt.

Eine Klasse von Gesellschaftsanteilen kann nur auf Vorschlag des Komplementärs durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag für Änderungen des Gesellschaftsvertrags erforderlichen Quorums- und Mehrheitserfordernisse aufgelöst werden.

Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft werden die Anteilinhaber durch eine Mitteilung an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Gesellschaft, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt; das Gesellschaftskapital entspricht dem Nettovermögen aller Anteilklassen.

Art. 7. Form der Anteile. Als Kommanditgesellschaft (*société en commandite simple*) besitzt die Gesellschaft zwei Arten von Anteilinhabern:

- a. der Komplementär (*associé commandité*), der mindestens einen (1) Komplementäranteil hält und der gemeinsam und solidarisch mit etwaigen weiteren Komplementären für jede Verpflichtung der Gesellschaft haftet, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft beglichen werden kann; und
- b. die Kommanditisten (*associés commanditaires*), die einen oder mehrere Kommanditanteile halten und deren Haftung auf ihre Kapitaleinlage in die Gesellschaft beschränkt ist.

Die Anteile der Gesellschaft können ausschließlich von Geeigneten Anlegern erworben werden. Es werden ausschließlich Namensanteile ausgegeben.

Für diese Namensanteile wird ein Anteilsregister geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Anteilinhabers, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile sowie ggf. das Datum der Übertragung jedes Anteils. Die Eintragung im Anteilsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Anteilszertifikate zu Namensanteilen werden lediglich auf Antrag und Kosten des Anteilinhabers ausgestellt. Es wird dem Anteilinhaber jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Anteilsregister zugestellt. Beantragte Anteilszerti-

fikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Anteile eingegangen sind. Anteilszertifikate werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Komplementär bevollmächtigt wurde.

Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben.

Die Übertragung von Anteilen erfolgt,

(i) sofern Anteilszertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Anteilszertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilsregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Anteilen wird in das Anteilsregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Geschäftsführer oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Komplementär hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

Die Kosten, die durch die Übertragung von Anteilen entstehen, werden von den Anteilsinhabern, welche ihre Anteile übertragen, getragen.

Anteilsinhaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Anteilsregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

Sofern ein Anteilsinhaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilsregister eingetragen wird. Als Anschrift des Anteilsinhabers gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Anteilsinhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anteilsinhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilsregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieses/ dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechten ausgesetzt wird.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Anteilszertifikaten. Sofern ein Anteilsinhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilsinhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Anteilszertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilszertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilszertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilsinhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilszertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilszertifikates getragen wurden, dem Anteilsinhaber auferlegen.

Art. 9. Erwerbsbeschränkungen für die Anteile. Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verhindern.

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilsregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilsregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilsregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidestattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Gesellschafterversammlung verweigern;

und

D. einen Anteilsinhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein

oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilsinhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilsinhaber alle von diesem Anteilsinhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückzunehmen oder diese Rücknahme veranlassen:

Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung (die Rückkaufmitteilung) an den Anteilsinhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilsregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rücknahmepreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilsinhaber per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilsinhaber ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilszertifikat bzw. die Anteilszertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Rückkaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftschluss an dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilsinhabers an den in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und der Name des Anteilsinhabers wird aus dem Anteilsregister gestrichen.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis durch die durch die Zwangsrücknahme entstehenden Unkosten.

Der so errechnete Rücknahmepreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in Euro zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Rücknahmepreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilszertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Rückkaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Rückkaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Rücknahmepreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilszertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anteilsinhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Komplementär ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Mit Abschluss der Rückkauftransaktion endet das Eigentum des bisherigen Anteilsinhabers. In der Folge wird der Name des Anlegers aus dem Anteilsregister gestrichen.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Anteilsinhaber, für die durch die Zwangsrücknahme entstandenen Schäden am Gesellschaftsvermögen Ersatz zu fordern.

Die Verfügung über Anteile bedarf der Zustimmung des Komplementärs, mit Ausnahme von (i) Übertragungen an ein verbundenes Unternehmen und (ii) von Übertragungen durch ein deutsches Kreditinstitut oder ein deutsches Versicherungsunternehmen (einschließlich von Holdinggesellschaften, deren Anteile direkt oder indirekt durch ein deutsches Versicherungsunternehmen gehalten werden) soweit der Übertragungsempfänger (i) ein Geeigneter Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und (ii) schriftlich versichert hat, dass er jedwede im Rahmen des vom Verfügenden geschlossenen Zeichnungsscheins bestehenden Verpflichtungen vollständig und uneingeschränkt übernimmt. Eine Übertragung von Anteilen der Gesellschaft an Nicht-erwerbsberechtigten Person ist unzulässig. Entsprechendes gilt für die Belastung von Anteilen mit Pfandrechten.

Art. 10. Ausgabe von Anteilen. Der Komplementär ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jederzeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilsinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Komplementär kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse einschränken; insbesondere kann der Komplementär entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument ausgegeben werden. In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen nach einem Verfahren, das vom Komplementär festgelegt und im Emissionsdokument beschrieben wird. Ferner werden Anteile nur an Geeignete Anleger ausgegeben, welche einen Zeichnungsschein unterschrieben haben.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich zu dem im Emissionsdokument bestimmten Ausgabepreis. Der Ausgabepreis kann sich um eine Vermittlungsgebühr oder andere Gebühren erhöhen, die in dem jeweils gültigen Emissionsdokument festgelegt sind. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Komplementär bestimmt wird

und im Emissionsdokument veröffentlicht wird, zu entrichten sein. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Komplementärs.

Der Komplementär kann an jedes seiner Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Leistet ein Anteilsinhaber nicht innerhalb einer bestimmten, vom Komplementär festgesetzten Frist die geforderten Einlagen oder bestimmte andere Zahlungen nach Maßgabe der Bestimmungen seiner Zusage, so kann die Gesellschaft den entsprechenden Anteilsinhaber zum Säumigen Anleger erklären. Dies zeitigt die unten genannten Folgen, sofern nicht der Komplementär hierauf verzichtet:

a) vom Säumigen Anlegern wird Ersatz des Verzugsschadens in Höhe von 4% p. a. über dem EURIBOR für 3-Monats-Gelder des in der jeweiligen Kapitalzusage genannten Betrags geltend gemacht, und

b) Ausschüttungen an den Säumigen Anleger werden verrechnet oder zurückgehalten, bis die der Gesellschaft geschuldeten Beträge voll bezahlt sind.

Daneben kann der Komplementär eine der folgenden Maßnahmen ergreifen:

1) Zwangsrücknahme der Anteile des Säumigen Anlegers zum nach den in Artikel 9 stehenden Bedingungen ermittelten Rücknahmepreis;

2) Einräumung eines Rechts für die Nicht-säumigen Anleger, die Anteile des Säumigen Anlegers zum üblichen Ausgabepreis zu erwerben;

3) Kündigung oder Herabsetzung der Kapitalzusage des Säumigen Anlegers;

4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Anteilsinhabern kann eine weitere Kapitaleinforderung zugestellt werden, um den durch den Säumigen Anleger entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offenen Kapitalzusage der jeweiligen Anleger überschreiten darf), und es können neue Anleger zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Anlegers Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 11. Rücknahme von Anteilen. Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Anteile zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen und den Bestimmungen des Emissionsdokuments zurückzunehmen. Den Anteilsinhabern steht bis auf Weiteres kein Rückgaberecht zu.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft. Der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft entspricht der Differenz zwischen dem Wert seiner konsolidierten Vermögenswerte und Verbindlichkeiten.

Der Nettoinventarwert je Anteile der einzelnen Anteilklassen wird spätestens zu jedem Bewertungstag ermittelt, indem (i) der dieser Anteilklasse an dem betreffenden Bewertungstag zurechenbare Nettoinventarwert durch (ii) die Anzahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile der jeweiligen Klasse geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Anteil kann auf vier Dezimalstellen auf- oder abgerundet werden.

Der Komplementär ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Anteile eine wesentliche Änderung in Bezug auf (i) einen wesentlichen Teil des Eigentums oder der Eigentumsrechte der Gesellschaft oder (ii) die Quotierungen in Märkten, in denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft gehandelt bzw. quotiert werden, zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(1) Vorbehaltlich Artikel 12 Absatz 4 dieses Gesellschaftsvertrags bestehen die Vermögenswerte der Gesellschaft aus:

a) Gesellschaftsanteilen an der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS,

b) anderen von der Gesellschaft gehaltenen Wertpapieren,

c) Barguthaben einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen,

d) allen der Gesellschaft zustehenden Anteile, Anteils- und Bardividenden sowie Barausschüttungen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen,

e) Zinsen, die auf Einlagen der Gesellschaft aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag des entsprechenden Vermögensgegenstandes ausgewiesen sind,

f) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Anteile der Gesellschaft,

g) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögenswerte werden wie folgt bewertet:

1) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivische Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen. Dann wird ihr Wert mit einem Abschlag festgelegt, den der Komplementär in diesem Falle für angemessen hält, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben.

2) An einer Börse notierte oder an einem anderen Regelmärkte gehandelte Wertpapiere werden auf der Grundlage des letzten veröffentlichten Börsen- oder Marktkurses bewertet.

3) Wertpapiere, die weder an einer Börse notiert sind noch in einem anderen Regelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Komplementär mit kaufmännischer Sorgfalt und in gutem Glauben ermittelt wird (in der Regel der Einstandspreis, sofern nicht bestimmte Ereignisse einen niedrigeren oder höheren Wert richtiger erscheinen lassen).

4) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Komplementär genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom Komplementär bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Komplementär oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Komplementär kann nach seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Hauptverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(2) Vorbehaltlich Artikel 12 Absatz 4 dieses Gesellschaftsvertrags umfassen die Verbindlichkeiten der Gesellschaft:

- a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel), Wechsel und Forderungen,
- b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung),
- c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Management- und Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Kauf- und Verkaufsgebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für Geschäftsstellen),
- d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrags aller unbezahlten, durch die Gesellschaft beschlossenen Ausschüttungen, sofern der Bewertungstag auf den Stichtag für die Feststellung der entsprechend berechtigten Person oder einen späteren Zeitpunkt fällt,
- e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Komplementär genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Komplementär als eine angemessene Rücklage in Bezug auf streitige Ansprüche eines Gläubigers gegen die Gesellschaft ansieht,
- f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischen Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen, die im Emissionsdokument detailliert beschrieben sind.

Die der Gesellschaft regelmäßig oder wiederkehrend entstehenden Verwaltungs- und sonstigen Aufwendungen werden auf der Basis eines geschätzten Betrages anteilig auf Jahresperioden oder andere zeitliche Abstände umgelegt.

(3) Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sind wie folgt zuzuweisen:

- a) Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen einer Klasse erhöhen den Anteil des der auszugebenden Anteilklasse zurechenbaren Nettovermögens.
- b) Entstehen der Gesellschaft Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einer bestimmten Anteilklasse, so werden diese Verbindlichkeiten der betreffenden Anteilklasse zugewiesen.
- c) Bei der Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilsinhaber beliebiger Anteilklassen wird der Nettoinventarwert dieser Anteilklasse um den Betrag dieser Ausschüttungen verringert.

(4) Im Sinne dieses Artikels 12 gilt:

- a) Anteile, welche gemäß Artikel 9 bzw. 11 zurückgenommen werden sollen, gelten bis zum für die Rücknahme bestimmten Datum als existierende Anteile und werden als solche berücksichtigt; ab diesem Datum und bis zur Zahlung durch die Gesellschaft stellt der Preis dafür eine Verbindlichkeit der Gesellschaft dar.
- b) Von der Gesellschaft auszugebende Anteile werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.
- c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Anteile gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

Art. 13. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und der Ausgabe von Anteilen. Die Gesellschaft (oder ein von ihr benannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert unter der Verantwortlichkeit des Komplementärs. Die Berechnung erfolgt mindestens einmal jährlich (zum Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft) sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Komplementär dies für erforderlich hält. Diese Termine oder Berechnungszeitpunkte werden im vorliegenden Dokument als Bewertungstag bezeichnet. Fällt ein Bewertungstag auf

einen Tag, der kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, so wird der Nettoinventarwert am nächsten Bankarbeitstag in Luxemburg festgelegt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwerts und die Ausgabe seiner Anteile während folgender Zeiten auszusetzen:

- a) während eines Zeitraums, in dem die Berechnung des Nettoinventarwertes auf der Ebene der BGV Bayerische Grundvermögen III SICAV-FIS ausgesetzt ist, oder
- b) während eines Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert sind, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen gewöhnlicher Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel darin beschränkt ist oder ausgesetzt wurde, oder
- b) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Komplementär nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Anteilhaber nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Komplementärs die Ausgabe-, Verkaufs- und/oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können, oder
- c) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Komplementär die Wichtigkeit nach seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann, oder
- d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisung von Mitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Komplementärs nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann, oder
- e) im Falle der Veröffentlichung einer Bekanntmachung über die Einberufung einer Gesellschafterversammlung zum Zwecke einer Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft, oder
- f) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft veröffentlicht diese Aussetzungen gegebenenfalls und unterrichtet die Anleger, die einen Antrag auf Zeichnung von Anteilen gestellt haben, dementsprechend.

Titel III. - Verwaltung - Aufsicht

Art. 14. Komplementär. Die Gesellschaft wird von dem Komplementär BGV III GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung Luxemburger Rechts (société à responsabilité limitée) in seiner Funktion als gesetzlich zur Geschäftsführung berufener Gesellschafter und Verwalter (gérant) der Gesellschaft verwaltet.

Der Komplementär hat in seiner Funktion als Verwalter (gérant) der Gesellschaft die umfassenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft und im Rahmen der Anlagepolitik vorzunehmen, sowie im Namen der Gesellschaft aufzutreten und zu handeln. Er hat insbesondere die Befugnis, die Anlageziele, -richtlinien und -beschränkungen sowie die generelle Verwaltungs- und Geschäftspolitik der Gesellschaft festzulegen und Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Verträge im Namen der Gesellschaft zu schließen, die er für die Ausübung seiner Funktion im Sinne des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft für notwendig oder nützlich hält, jeweils im Rahmen der Vorgaben dieses Gesellschaftsvertrages, des Emissionsdokuments und der anwendbaren Gesetze und Vorschriften.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder diesem Gesellschaftsvertrag der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Komplementärs in seiner Funktion als Verwalter (gérant) der Gesellschaft.

Die Kommanditisten dürfen nicht an der Leitung bzw. Verwaltung der Gesellschaft teilnehmen oder ihre Geschäft bzw. ihre Handlungen beeinflussen und haben keine Befugnis und kein Recht, auf die Geschäftsführung der Gesellschaft Einfluss zu nehmen oder daran teilzuhaben, sofern dies nicht durch das Gesetz von 1915 und/oder diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich vorgesehen ist, aber in diesem Fall jeweils in den Grenzen des Gesetzes von 1915.

Die Gesellschaft trägt alle Aufwendungen des Komplementärs.

Art. 15. Abberufung des Komplementärs. Der Komplementär kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aus wichtigem Grund abberufen und ersetzt werden.

Als wichtiger Grund gilt grobe Fahrlässigkeit, vorsätzliches Fehlverhalten oder Betrug des Komplementärs in der Ausübung seiner Pflichten für die Gesellschaft.

Ein solcher Beschluss der Gesellschafterversammlung wird wie folgt gefasst:

(a) Die Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn mehr als achtzig Prozent (80%) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sind.

(b) Der Beschluss gilt als gefasst, wenn mehr als achtzig Prozent (80%) der abgegebenen Stimmen dafür votiert haben. Für einen wirksamen Beschluss über die Abberufung des Komplementärs ist dessen Zustimmung nicht erforderlich.

Im Falle der Abberufung des Komplementärs wird die Gesellschafterversammlung einen neuen Komplementär mittels eines Beschlusses ernennen, der in der Art und Weise zu fassen ist, die für Änderungen des Gesellschaftsvertrags gilt; die

vorherige Zustimmung der CSSF ist hierfür erforderlich. Wird in der Gesellschafterversammlung kein neuer Komplementär bestellt, führt der bisherige Komplementär die Gesellschaft so lange fort, bis ein neuer Komplementär bestellt wurde.

Unmittelbar nach der Bestellung eines neuen Komplementärs wird der Komplementär seinen Komplementäranteil auf den neu ernannten Komplementär übertragen. Der Übertragungspreis entspricht dabei dem Ausgabepreis des Komplementäranteils bei Auflegung der Gesellschaft.

Im Falle einer Abberufung des Komplementärs wird der im Gesellschaftsvertrag genannte Name des Komplementärs unverzüglich durch einen von den Gesellschaftern der Gesellschaft nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 zu fassenden Beschluss geändert, um der Abberufung des alten und der Bestellung eines neuen Komplementärs der Gesellschaft Rechnung zu tragen. Das Wort „BGV“ darf nicht mehr Bestandteil der Bezeichnung der Gesellschaft bzw. des Namens des Komplementärs sein, es sei denn, der neue Komplementär ist ein verbundenes Unternehmen der BGV.

Der ersetzte Komplementär und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter bleiben weiterhin Freistellungsberechtigte.

Art. 16. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern des Komplementärs vertreten oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Komplementär mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Kein Kommanditist darf die Gesellschaft nach außen vertreten.

Art. 17. Haftung der Gesellschafter. In seiner Eigenschaft als Komplementär haftet der Komplementär unbegrenzt und mit etwaigen weiteren Komplementären gesamtschuldnerisch für alle Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft, die nicht aus dem Gesellschaftsvermögen bedient werden können.

Im Rahmen des Gesetzes von 1915 und dieses Gesellschaftsvertrags haften die Kommanditisten für die Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft nicht über ihre Einlage zuzüglich der noch Offenen Kapitalzusage hinaus, solange sie nicht für die Gesellschaft handeln. Hiervon unberührt sind Handlungen in Ausübung ihrer Rechte als Kommanditisten der Gesellschaft.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen. Der Komplementär kann jederzeit die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung und seine Befugnis, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen, soweit sie in Luxemburg ansässig sind und ausschließlich in Luxemburg tätig werden. Der Komplementär kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Komplementär übertragenen Befugnisse haben. Die Kommanditisten können nicht in dieser Weise ernannt werden, ohne ihre beschränkte Haftung nach dem Gesetz von 1915 zu verlieren, es sei denn, das Gesetz von 1915 lässt dies ausdrücklich zu.

Der Komplementär kann jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Geschäftsführern des Komplementärs und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Komplementär nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Der Komplementär kann insbesondere gemäß dem Gesetz von 2013 einen AIFM für die Gesellschaft bestellen. Der Komplementär bzw. der AIFM sind insbesondere berechtigt, einen oder mehrere Anlageberater (der/die „Anlageberater“) zu beauftragen.

Der Komplementär kann außerdem spezielle notarielle oder privatschriftliche Vollmachten erteilen.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Komplementär kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für die Gesellschaft, die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen der Gesellschaft und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Komplementär festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Art. 20. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 21. Befugnisse der Gesellschafterversammlung. Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Anteilshaber vertritt die Gesamtheit der Anteilshaber der Gesellschaft. Die Gesellschafterversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Komplementärs;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Komplementär gezahlten Vorabauschüttungen);

- e) Änderung des Gesellschaftsvertrags;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 22. Die Alljährliche Gesellschafterversammlung - Andere Gesellschafterversammlungen.

Die alljährliche ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch im Monat Juni um 11:00 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Gesellschafterversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Komplementär nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Gesellschafterversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Art. 23. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung. Der Ablauf der Versammlungen der Anteilsinhaber muss, soweit der vorliegende Gesellschaftsvertrag nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Anteil innerhalb einer Anteilklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und diesem Gesellschaftsvertrag.

Jeder Anteilsinhaber kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Anteilsinhaber oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder der vorliegende Gesellschaftsvertrag nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Anteilsinhaber gefasst. Die Anteilsinhaber könne auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Anteilsinhaber die auf diesem Wege an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Komplementär kann andere Bedingungen festlegen, welche die Anteilsinhaber erfüllen müssen, um an den Gesellschafterversammlungen teilnehmen zu können.

Die Gesellschafterversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Anteilsinhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Gesellschafterversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Anteilsinhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Gesellschafterversammlung veranlasst. Die Einberufung der Gesellschafterversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Anteilsinhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Gesellschafterversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Anteilsinhaber der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Gesellschafterversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro erstellt.

Art. 25. Ausschüttungen. Die Gesellschafterversammlung wird auf Vorschlag des Komplementärs und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Komplementär hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt.

Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Gesellschafterversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Die Ausschüttung von Netto-Erträgen aus den Anlagen kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder -gewinnen erfolgen. Die Gesellschaft kann freie Liquidität ausschütten, soweit es sich um Vereinnahmungen aus Beteiligungen handelt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

Des Weiteren kann der Komplementär Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Ausschüttungen erfolgen in der Referenzwährung der jeweiligen Anteilklasse. Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Anteilklasse. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilsinhaber erfolgt an deren im Anteilsregister hinterlegte Bankverbindung.

Titel V. - Schlussbestimmungen

Art. 26. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 27 dieses Gesellschaftsvertrags aufgelöst werden.

Die Liquidation eines oder mehrerer Gesellschafter hat nicht die automatische Liquidation der Gesellschaft zur Folge.

Die Gesellschaft wird nicht liquidiert im Falle der Liquidation, des Rücktritts, des Ausscheidens oder der Insolvenz des Komplementärs oder falls der Komplementär aus anderen rechtlichen Gründen nicht mehr fähig ist, für die Gesellschaft zu handeln. Auch die Übertragung des Komplementäranteils führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft. In den in diesem Absatz aufgezählten Fällen der Handlungsunfähigkeit des Komplementärs wird die Gesellschafterversammlung einen neuen Komplementär bestimmen, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

Die Gesellschaft wird liquidiert, wenn sie nicht wenigstens einen Komplementär und einen Kommanditisten hat, die von einander verschieden sind.

Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieses Gesellschaftsvertrags fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Komplementär der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieses Gesellschaftsvertrags fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilsinhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten. Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafterversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilsinhaber verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des / der Liquidators / Liquidatoren an die Anteilsinhaber der einzelnen Anteilklassen im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Anteile, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der „Caisse de Consignations“ verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

Art. 27. Änderungen des Gesellschaftsvertrags. Der Gesellschaftsvertrag kann nur durch eine außerordentliche Gesellschafterversammlung, welche den entsprechenden Mehrheitsanforderungen des Gesetzes von 1915 Rechnung trägt, geändert werden.

Art. 28. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Der Umfang der von der Depotbank zu erfüllenden Pflichten ergibt sich aus den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Die Depotbank oder der Komplementär können den Depotbankvertrag mit einer Frist von zwei Monaten kündigen. Die Depotbank wird während dieser Frist alle Maßnahmen ergreifen, welche erforderlich sind, um die Interessen der Anteilhaber sicherzustellen. Die Depotbank bleibt solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis der Komplementär einen Nachfolger bestellt hat.

Art. 29. Anwendbares Recht. Sämtliche in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Luxemburger Rechts und insbesondere der Gesetze von 1915 und von 2007 geregelt.“

Siebter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) erklären einstimmig, dass das Kapital der Gesellschaft wie folgt eingezahlt ist:

Partner	Komplementär anteil	Kommanditanteile und Anteilklasse	Wert
BGV III GP S.à r.l.	1		EUR 9,74
Real IS AG		31 Anteile der Klasse A	EUR 30.205,70
Sparkasse Vorderpfalz		8.400 Anteile der Klasse B	EUR 8.184.770,16
Sparkasse Bad Kissingen		8.400 Anteile der Klasse B	EUR 8.184.770,16
Sparkasse Mainfranken Würzburg		8.400 Anteile der Klasse B	EUR 8.184.770,16
Sparkasse Memmingen-Lindau-Mindelheim . . .		8.400 Anteile der Klasse B	EUR 8.184.770,16
Sparkasse Worms-Alzey-Ried		8.400 Anteile der Klasse B	EUR 8.184.770,16

Real IS AG	31 Anteile der Klasse C	EUR 30.204,00
Sparkasse Allgäu	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Sparkasse Hochfranken	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Sparkasse Hochschwarzwald	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Sparkasse Kulmbach-Kronach	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Vereinigte Sparkassen Stadt und Landkreis Ansbach	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Sparkasse Donauwörth	4.200 Anteile der Klasse C	EUR 4.092.154,92
Real IS AG	31 Anteile der Klasse D	EUR 30.198,80
HUK-COBURG FinanzverwaltungsGmbH	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Sparkasse Odenwaldkreis	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Kreissparkasse Reutlingen	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Sparkasse Herford	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Deutsche Kreditbank AG	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Sparkasse Fürth	8.400 Anteile der Klasse D	EUR 8.182.901,16
Real IS AG	31 Anteile der Klasse E	EUR 30.222,95
Sparkasse Herford	5.040 Anteile der Klasse E	EUR 4.913.666,35
Sparkasse Markgräflerland	5.880 Anteile der Klasse E	EUR 5.732.610,74
Sparkasse Wedel	4.200 Anteile der Klasse E	EUR 4.094.721,96
Sparkasse Memmingen-Lindau-Mindelheim	4.200 Anteile der Klasse E	EUR 4.094.721,96
Sparkasse Miltenberg-Obernburg	4.200 Anteile der Klasse E	EUR 4.094.721,96
Sparkasse Fürstenfeldbruck	4.200 Anteile der Klasse E	EUR 4.094.721,96
Total:	1	145.444 EUR 141.720.193,41

Achter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) erklären sich einstimmig mit der Neufassung des Emissionsdokuments einverstanden.

Neunter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber und die BGV III GP S.à r.l. (in ihrer Eigenschaft als Komplementär der S.C.S.) beschließen einstimmig, dass die S.C.S. ihren Sitz in 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg hat.

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka tausendfünfhundert Euro geschätzt.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung geschlossen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personensstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. LENNIG, M. KERBUSCH, P. AUDESIRK, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 21. Dezember 2015. Relation: EAC/2015/30704. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2016050289/755.

(160008703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2016.

Desprez Investments International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.935.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

The company governed by the laws of Luxembourg "DESPREZ INVESTMENTS S.À R.L.", established and having its registered office in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under number 187598,

here represented by Mr. Francesco CAVALLINI, employee, residing professionally in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") "DESPREZ INVESTMENTS INTERNATIONAL S.À R.L." (the "Company"), established and having its registered office in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under number 188935, has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on June 27, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2658 of the 1st of October 2014.

- That the appearing party is the sole current partner (the "Sole Partner") of the Company and that he has taken, through its proxyholder, the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner resolves with immediate effect to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Sole Partner decides to appoint Merlis S.à r.l., with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, RCS B.111320, as liquidator ("liquidateur") (the "Liquidator") of the Company.

Third resolution

The Sole Partner decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law").

The Sole Partner also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Sole Partner resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders or the sole shareholder. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Sole Partner further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Partner further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholder(s) of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution

The Sole Partner decides to grant a full discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates for the period 1 January 2015 to the date of liquidation.

The Sole Partner decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the managers of the Company for the period 1 January 2015 to the date of liquidation and to waive its right to pursue any legal action against the managers arising as a result of their management of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately nine hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société régie par les lois du Luxembourg "DESPREZ INVESTMENTS S.À R.L.", établie et ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 187598,

ici représentée par Monsieur Francesco CAVALLINI, employé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "DESPREZ INVESTMENTS INTERNATIONAL S.À R.L.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 188935, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 27 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2658 du 1^{er} octobre 2014.

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide avec effet immédiat de procéder à la liquidation de la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de nommer Merlis S.à r.l., ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, RCS B.111320, en tant que liquidateur (le Liquidateur) de la Société.

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Associée Unique décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Associée Unique décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Associée Unique décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Associée Unique décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux associés ou à l'associé unique de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Associée Unique décide d'accorder décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs pour la période du 1^{er} janvier 2015 au jour de la liquidation.

L'Associée Unique décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les gérants de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2015 au jour de la liquidation et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des gérants résultant de leur gestion de la Société.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire la partie comparante, agissant come dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. CAVALLINI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 18 décembre 2015. 2LAC/2015/29168. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Référence de publication: 2016051169/123.

(160009641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

RAS Société Civile Immobilière, Société Civile.

Siège social: L-8035 Strassen, 4, Cité Pescher.

R.C.S. Luxembourg E 3.306.

L'an deux mille quatorze, le douze mai.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1° Madame Anne Elisabeth dite Annelies Burgstaller, épouse Nell, femme au foyer, née le 6 avril 1942 à Laubendorf (Autriche), numéro matricule 1942 0406 242, demeurant à 71, route de Longwy, L-8080 Bertrange.

2° Monsieur Raymond Nell, commerçant, né le 15 juillet 1936 à Luxembourg, numéro matricule 1936 0715 038, demeurant à 71, route de Longwy, L-8080 Bertrange.

3° Madame Sonja Nell, gestionnaire, née le 30 avril 1968 à Luxembourg, numéro matricule 1968 0430 244, demeurant à L-8035 Strassen, 4, Cité Pescher.

Les comparants, prénommés, déclarent être les seuls associés de la société civile dénommée «RAS Société Civile Immobilière», ayant son siège social à L-8035 Strassen, 4, Cité Pescher., inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro E 3.306 (ci-après nommée la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 25 janvier 2007, publié au Mémorial C numéro 684 du 23 avril 2007.

Les associés déclarent que l'actif de la société se compose des immeubles suivants situé au Grand-Duché de Luxembourg:

1.- Une maison d'habitation, avec place et toutes ses appartenances et dépendances, sise à Luxembourg, 18, rue de la Boucherie, inscrite au cadastre comme suit:

Ville de Luxembourg, section LF de la Ville Haute

Numéro 565/1671, lieu-dit «rue de la Boucherie», place (occupée), bâtiment à habitation, d'une contenance de 96 centiares,

2.- Une maison d'habitation, avec garages, place et toutes ses appartenances et dépendances, sise à Bertrange, 37, route de Longwy, le tout inscrit au cadastre comme suit:

Commune de Bertrange, section A de Bertrange

Numéro 1400/4485, lieu-dit «Route de Longwy», place (occupée), bâtiment à habitation, d'une contenance de 3 ares 89 centiares.

3.- Une terre labourable sise à Bertrange, inscrite au cadastre comme suit:

Commune de Bertrange, section A de Bertrange

Numéro 1400/6654, lieu-dit «Route de Longwy», terre labourable, d'une contenance de 56 centiares.

4.- L' immeuble sis à Bertrange, inscrit au cadastre comme suit:

Commune de Bertrange, section A de Bertrange

Numéro 1400/4960, lieu-dit «Route de Longwy», place (occupée), bâtiment non défini, d'une contenance de 43 ares 51 centiares.

Titre de propriété

La RAS Société Civile Immobilière est propriétaire des droits immobiliers décrits ci-dessus suivant acte d'apport en société reçu par le notaire Paul BETTINGEN soussigné, en date du 25 janvier 2007, numéro 23.586 de son répertoire, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 26 février 2007, volume 2044, numéro 33.

Ces droits immobiliers sont évalués à la somme de EUR 7.494.000.- (sept millions quatre cent quatre-vingt-quatorze mille euros.

Cession gratuite

- Madame Anne Elisabeth dite Annelies Burgstaller, épouse Nell, prénommée sous 1°, déclare céder vingt-six mille deux cent vingt-neuf (26.229) parts sociales en nue-propiété dont elle est titulaire, à Madame Sonja Nell, sa fille prénommée sous 3°, à titre gratuit sous forme de donation entre vifs, par préciput et hors part avec dispense de rapport, avec acceptation express de la part de Madame Sonja Nell.

- Monsieur Raymond Nell, prénommé sous 2°, déclare céder vingt-six mille deux cent vingt-neuf (26.229) parts sociales en nue-propiété dont il est titulaire, à Madame Sonja Nell, sa fille prénommée sous 3°, à titre gratuit sous forme de donation entre vifs, par préciput et hors part avec dispense de rapport avec acceptation express de la part de Madame Sonja Nell.

La cession des 52.458 parts sociales en nue-propiété sont évaluées à trois millions six cent soixante-douze mille soixante euros (EUR 3.672.060,-)

Ensuite, Madame Sonja Nell, prénommée sous 3°, en sa qualité de gérant de la Société, déclare accepter les susdites cessions de parts au nom de la Société, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Les comparants déclarent que les soixante quatorze mille neuf cent quarante (74.940) parts sociales de la société RAS Société Civile Immobilière sont dorénavant détenues comme suit:

- Madame Sonja Nell, prénommée,

Vingt-deux mille quatre cent quatre-vingt-deux parts sociales en pleine propriété	22.482
Cinquante deux mille quatre cent cinquante-huit parts sociales en nue-propiété	52.458

- Madame Anne Elisabeth dite Annelies Burgstaller, épouse Nell, prénommée

Vingt-six mille deux cent vingt-neuf parts sociales en usufruit	26.229
---	--------

Monsieur Raymond Nell, prénommé

Vingt-six mille deux cent vingt-neuf parts sociales en usufruit	26.229
---	--------

TOTAL: SOIXANTE-QUATORZE MILLE NEUF CENT QUARANTE PARTS	74.940
---	--------

SOCIALES EN PLEINE PROPRIETE	
------------------------------------	--

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de quatre-vingt-douze mille EUROS (92.000,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénom, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte, lequel certifie l'identité des comparants sur base d'extraits des registres de l'état civil.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, den zwölften Mai.

Vor Maître Paul Bettingen, Notar mit dem Amtssitz in Niederanven.

Sind erschienen:

1.- Frau Anne Elisabeth genannt Annelies Burgstaller (Ehefrau Nell), Hausfrau, geboren am 6. April 1942 in Laubendorf (Österreich), nationale Kennnummer 1942 0406 242, wohnhaft in 71, route de Longwy, L-8080 Helfent und

2.- Herr Raymond Nell, Kaufmann, geboren am 15. Juli 1936 in Luxemburg, nationale Kennnummer 1936 0715 038, wohnhaft in 71, route de Longwy, L-8080 Helfent.

3.- Frau Sonja Nell, Verwalter, geboren am 30. April 1968 in Luxemburg, nationale Kennnummer 1968 0430 244, wohnhaft in L-8035 Strassen, 4, Cité Pescher..

Die Erschienenen, vorbenannt, sind die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft bürgerlichen Rechts RAS Société Civile Immobilière, mit Sitz in L-8035 Strassen, 4, Cité Pescher, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter Sektion E und der Nummer 3.306, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichnenden Notar am 25. Januar 2007, veröffentlicht im Memorial C Nummer 684 vom 23. April 2007.

Die alleinigen Gesellschafter erklären, dass die Aktiva der Gesellschaft aus folgenden Immobilien besteht die im Grossherzogtum Luxemburg liegen:

1.- Ein Wohnhaus mit Platz und allen An- und Zubehörungen gelegen in Luxemburg, 18, rue de la Boucherie, eingetragen im Kataster wie folgt:

Gemeinde Luxemburg, Sektion LF der Hoch-Stadt,

Nummer 565/1671, Ort genannt „rue de la Boucherie“, Haus, Platz, gross 96 Centiar.

2.- Ein Wohnhaus mit Garagen, Platz und allen An- und Zubehörungen gelegen in Bertrange, 37, route de Longwy, eingetragen im Kataster wie folgt:

Gemeinde Bertrange, Sektion A von Bertrange,

Nummer 1400/4485, Ort genannt „route de Longwy“, Haus, Platz, gross 3 Ar 89 Centiar.

3.- Ein Grundstück gelegen in Bertrange, eingetragen im Kataster wie folgt:

Gemeinde Bertrange, Sektion A von Bertrange,

Nummer 1400/6654, Ort genannt „route de Longwy“, Acker, gross 56 Centiar.

4.- Eine Parzelle gelegen in Bertrange, eingetragen im Kataster wie folgt:

Gemeinde Bertrange, Sektion A von Bertrange,

Nummer 1400/4960, Ort genannt „route de Longwy“, Platz, undefiniertes Gebäude, gross 43 Ar 51 Centiar.

Eigentumsnachweis

Die vorbezeichneten Immobilien gehören der Gesellschaft RAS Société Civile Immobilière auf Grund einer Einbringungsurkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 25. Januar 2007, Nummer 23.586, überschrieben im ersten Hypothekenamt in Luxemburg am 26. Februar 2007, Band 2044, Nummer 33.

Diese Immobilien werden auf EUR 7.494.000,- (sieben Millionen vierhundertvierundneunzigtausend Euro) abgeschätzt.

Anteilsübertragung

Frau Anne Elisabeth genannt Annelies Burgstaller (Ehefrau Nell), vorgeannt unter 1°, überträgt hiermit unentgeltlich, unter aller Gewähr rechtens das nackte Eigentumsrecht an sechsundzwanzigtausendzweihundertneunundzwanzig (26.229) Anteilen in der Gesellschaft RAS Société Civile Immobilière der Frau Sonja Nell, ihre Tochter, vorgeannt unter 3°, welche dies annimmt, unter der Form einer Schenkung unter Lebenden als Vorausvermächtnis, mit der Befreiung der Rückbringung in ihre spätere Nachlassenschaft.

Herr Raymond Nell, vorgeannt unter 2°, überträgt hiermit unentgeltlich, unter aller Gewähr rechtens das nackte Eigentumsrecht an sechsundzwanzigtausendzweihundertneunundzwanzig (26.229) in der Gesellschaft RAS Société Civile Immobilière der Frau Sonja Nell, seine Tochter, vorgeannt unter 3°, welche dies annimmt, unter der Form einer Schenkung unter Lebenden als Vorausvermächtnis, mit der Befreiung der Rückbringung in ihre spätere Nachlassenschaft.

Das übertragene nackte Eigentumsrecht an den zweiundfünfzigtausendvierhundertachtundfünfzig (52.458) wird insgesamt auf Drei Millionen sechshundertzweiundsiebzigtausendsechzig Euro (EUR 3.672.060,-) abgeschätzt.

In ihre Eigenschaft als alleinige Geschäftsführerin der Gesellschaft RAS Société Civile Immobilière nimmt die unter 3° vorgeannte Frau Sonja Nell die vorgeannten Abtretungen von Gesellschaftsanteilen im Namen der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, an.

Die Erschienenen erklären, dass die gesamten vierundsiebzigtausendneunhundertvierzig (74.940) Anteile der Gesellschaft RAS Société Civile Immobilière nunmehr wie folgt gehalten werden:

- Frau Sonja Nell, vorbenannt	
Zweiundzwanzigtausendvierhundertzweiunddachzig Anteile in vollem Eigentumsrecht	22.482
Zweiundfünfzigtausendvierhundertachtundfünfzig Anteile in nacktem Eigentumsrecht	52.458
- Frau Anne Elisabeth genannt Annelies Burgstaller, Ehefrau Nell, vorbenannt	
Sechsundzwanzigtausendzweihundertneunundzwanzig Anteile in Nutzniessung	26.229
- Herr Raymond Nell, vorbenannt	
sechsundzwanzigtausendzweihundertneunundzwanzig Anteile in Nutzniessung	<u>26.229</u>
TOTAL: VIERUNDSIEBZIGTAUSENDNEUNHUNDERTVIERZIG IN	
VOLLEM EIGENTUMSRECHT	74.940

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf zweiundneunzigtausend Euro (EUR 92.000,-) abgeschätzt.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an den Bevollmächtigten der Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: Annelies Burgstaller, Raymond Nell, Sonja Nell, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 13 mai 2014. LAC/2014/22167. Reçu 81.035,88€ 3.376.495,00 € à 2,00% = 67.529,90 € + 2/10 = 13.505,98 € / 81.035,88 € Surtaxe communale: 7.732,20 €

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2016051595/153.

(160009224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Sechep Investments Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 117.239.

Madrax Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 117.269.

—
In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of December.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Maître Sophie ARVIEUX, avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, acting in his capacity as a special attorney-in-fact of the sole manager of Sechep Investments Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of fifteen thousand euro (EUR 15,000.-), having its registered office at L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117.239 and incorporated following a notarial deed dated 12 June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1592 of 22 August 2006, which articles of association have been amended for the last time following a notarial deed dated 14 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1367 of 4 June 2008 (the "Absorbing Company").

The said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- that in accordance with the common draft terms of merger in notarial form recorded in a deed of the undersigned notary on 25 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3229 of 30 November 2015 (the "Common Draft Terms of Merger"), the Absorbing Company, as absorbing company and Madrax Properties S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred twenty-five euro (EUR 12,500.-), having its registered office at L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117.269 and incorporated following a notarial deed dated 12 June 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1601 of 23 August 2006, which articles of association have been amended for the last time following a notarial deed dated 6 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2161 of 14 August 2014, as absorbed company (the "Absorbed Company"), contemplated to merge;

- that no shareholder required, during the period of one (1) month following the publication of the Common Draft Terms of Merger in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, to be convened in order to resolve on the approval of the merger;

- that the conditions fixed by article 279 (1) of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended have been fulfilled;

- that the Absorbing Company hereby acknowledges that the merger became effective on the date of this deed;

- that the merger entailed the universal transfer, between the merging companies, of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company on the date of this deed;

- that following the merger, the Absorbed Company ceased to exist;

- that following the absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company, the shares of the Absorbed Company have been cancelled and the books and documents of the Absorbed Company are kept during the legal period (five (5) years) at the registered office of the Absorbing Company: 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- that on the day of publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the merger will become effective towards third parties.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un décembre.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Maître Sophie ARVIEUX, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial du gérant unique de Sechep Investments Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de quinze mille euros (EUR 15.000,-), ayant son siège social au L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.239 et constituée suivant acte notarié en date du 12 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1592 du 22 août 2006, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 14 janvier 2008, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1367 du 4 juin 2008 (la «Société Absorbante»).

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

- qu'aux termes d'un projet commun de fusion établi sous forme notariée, suivant acte du notaire soussigné en date du 25 novembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3229 du 30 novembre 2015 (le «Projet Commun de Fusion»), la Société Absorbante, en tant que société absorbante et Madrax Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), ayant son siège social au L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.269 et constituée suivant acte notarié en date du 12 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1601 du 23 août 2006, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 6 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2161 du 14 août 2014, en tant que société absorbée (la «Société Absorbée»), ont projeté de fusionner;

- qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, afin de décider de l'approbation de la fusion;

- que les conditions de l'article 279 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été accomplies;

- que la Société Absorbante constate que la fusion est devenue définitive à la date du présent acte;

- que la fusion a entraîné la transmission universelle, entre les sociétés fusionnantes, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante à la date du présent acte;

- que suite à la fusion, la Société Absorbée cesse d'exister;

- que suite encore à l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, les actions de la Société Absorbée sont annulées et les livres et documents de la Société Absorbée sont conservés pendant le délai légal (cinq (5) ans) au siège de la Société Absorbante: 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- qu'au jour de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la fusion deviendra définitive à l'égard des tiers.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la comparante et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. ARVIEUX, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 05 janvier 2016. Relation: DAC/2016/231. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée, sur demande à la société prénommé par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, en tant que dépositaire provisoire des minutes de Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Diekirch.

Diekirch, le 14 janvier 2016.

Référence de publication: 2016051615/107.

(160009728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

CETREL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 23.562.

SIX Payment Services (Europe) S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 144.087.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of December.
Before Maître Joëlle Baden, civil law notary, residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of CETREL S.A., a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 10, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 23.562 (the "Company"), incorporated pursuant to a notarial deed dated 3 December 1985, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 363 of 30 December 1985, whose articles of association have been lastly amended by deed of the undersigned notary on 31 March 2014, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 June 2014, number 1663.

The meeting was opened at 3.00 p.m. with Mrs. Marion Williamson, employee, residing professionally in Munsbach in the chair,

who appointed as secretary Flora Gibert, employee residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Marion Williamson prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the merger plan dated 29th October, 2015, between SIX Payment Services (Europe) S.A. («Absorbing Company») and the Company («Absorbed Company»), as published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, at least one month before the holding of the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Company and such publication being annexed hereto;

2. Transfer by the Company of all its assets and liabilities to the public limited liability company SIX Payment Services (Europe) S.A.;

3. Dissolution of the Company;

4. Discharge to the directors and the external auditor (réviseur) of the company, and

5. Miscellaneous.

II. That the proxy of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxy of the represented sole shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder, initialled *ne varietur* by the appearing party will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the sole shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

V.- That the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, in relation to the mergers have been observed, being:

1. Publication of the draft merger plan drawn up by the board of directors of the merging companies in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on 12 November 2015, number 3088, i.e. at least one month before the holding of the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Company deciding on the draft terms of merger.

2. Filing of the documents required by article 267 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, a month before the extraordinary general meeting of the sole shareholder for inspection by the sole shareholder, as certified by a confirmation letter of the directors of the Company which will remain attached hereto.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The meeting approves the merger plan dated 29th October, 2015, between SIX Payment Services (Europe) S.A. («Absorbing Company») and the Company («Absorbed Company»), as published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et

Associations, at least one month before the holding of the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Company.

Second resolution

The meeting notes that the merger incurs a transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company.

The merger will produce its effects as of January 1st, 2016 at 00:00 a.m.

However towards third parties, the merger will produce its effects once the present deed is published in the Memorial.

From an accounting and tax perspective, the merger will produce its effects as of January 1st, 2016.

Third resolution

The meeting notes that, subject to the approval of the merger plan by the extraordinary shareholder meeting of the public limited liability company SIX Payment Services (Europe) S.A., the merger produces the following effects:

a. All the assets and liabilities of the Absorbed Company are transferred to the Absorbing Company with an accounting effect as of January 1st, 2016 as indicated in the merger plan;

b. The Company ceases to exist.

Fourth resolution

The meeting decides to give discharge to the directors and the external auditor (réviseur) of the company for their mandate until the merger date.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the merger have been estimated at about two thousand Euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CETREL S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social à 10, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 23.562, constituée suivant acte notarié en date du 3 décembre 1985, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 30 décembre 1985, numéro 363. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu du notaire soussigné en date du 31 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 juin 2014, numéro 1663.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Marion Williamson, employée, demeurant professionnellement à Munsbach,

qui désigne comme secrétaire Madame Flora Gibert, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marion Williamson prénommée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de fusion du 29 octobre 2015, entre la société SIX Payment Services (Europe) S.A. («Société absorbante») et la société CETREL S.A. («Société absorbée»), tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au moins un mois avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société, une telle publication étant annexée aux présentes.

2. Transmission universelle par la Société de l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la société anonyme SIX Payment Services (Europe) S.A.

3. Dissolution de la Société.

4. Décharge aux administrateurs et au réviseur.

5. Divers.

II.- Que le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté après avoir été paraphée ne varietur par la comparante.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaires présent ou représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois avant la date de la réunion de l'assemblée générale en vue de leur inspection par les actionnaires, ainsi qu'il résulte d'une attestation des administrateurs de la Société qui demeurera annexée aux présentes.

Première résolution

L'assemblée approuve le projet de fusion du 29 octobre 2015 entre la société anonyme SIX Payment Services (Europe) S.A. (ci-après la «Société absorbante») tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les conseils d'administration de la Société absorbante et de la Société absorbée au moins un mois avant la tenue de cette assemblée générale extraordinaire.

Deuxième résolution

L'assemblée constate que la fusion entraîne de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée à la Société absorbante.

La fusion a lieu avec effet au 1^{er} janvier 2016 à 0h00. Toutefois, à l'égard des tiers elle n'a effet qu'après la publication au Mémorial du présent procès-verbal. D'un point de vue comptable et fiscal, la fusion a lieu avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Troisième résolution

L'assemblée constate que, sous réserve d'approbation du projet de fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme SIX Payment Services (Europe) S.A., la fusion a les effets suivants:

a. l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée est transféré à la Société absorbante avec effet comptable au 1^{er} janvier 2016 comme indiqué dans le projet de fusion;

b. la Société cesse d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de donner décharge aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date d'effet de la fusion.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à la charge sont évalués à environ deux mille euros (EUR 2.000,-)

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. WILLIAMSON, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 décembre 2015. 1LAC/2015/42039. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052841/154.

(160012302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2016.

Nemesis Galt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 196.612.

—
In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December,
Before the undersigned Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Eduardo Tkacz, Brazilian entrepreneur, born on 1 July 1976 in Rio de Janeiro, residing at Rua Fonte Da Saudade, 197 AP 401, Lagoa, 22471-210 Rio de Janeiro, Brazil;

David Klabin, Brazilian business administrator, born on 9 September 1982 in Rio de Janeiro, residing at Rua Cosme Velho, 276, Cosme Velho, 22241-090, Rio de Janeiro, Brazil; and

S.A.M. Nemesis, a public limited liability company, having its registered office at 38, Boulevard des Moulins, MC 98000 Monte-Carlo, Monaco, registered with the repertoire du Commerce et de l'Industrie under number 08S04742,

being the shareholders of Nemesis Galt S.à r.l., a private limited liability company organized under the laws of Luxembourg, with registered office at 51, Route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, under number B196.612 (the «Company»), incorporated on 28 April 2015 by a notarial deed of Maître Roger Arrensdorff, prenamed, published with the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1678 on 7 July 2015. The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation,

hereby represented by Olivier SCIALES, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of three proxies given under private seal, which, initialed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aforementioned parties are referred to hereafter as the «Shareholders»,

Such appearing parties, acting in the herein above stated capacity, have requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented represent one hundred percent (100%) of the share capital of the Company.

II. The shareholders declare having been informed of the agenda of the meeting beforehand and consider being validly convened. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and vote on all items of the agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution of the Company and opening of the voluntary liquidation;
2. Appointment of the liquidator, determination of her powers and of the method of liquidation; and
3. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions are taken unanimously:

First resolution

The meeting resolves to open the liquidation of the Company in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the «1915 Law») and with article 20.2 of the articles of incorporation of the Company.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the meeting resolves to appoint Vanessa BACKOVIC, Client Relationship Manager, born on 4 January 1976 in Saint-Maur-des-Fossés (France), residing at 654 Chemin du brausch, F-06320 La Turbie (France) as liquidator of the Company (the «Liquidator»).

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 of the 1915 Law.

She shall notably be empowered to represent the Company in the course of the liquidation process, to dispose of the assets, to discharge the liabilities and to distribute (in whole or in part) the net assets of the Company to the Shareholders in kind or in cash at any time during the liquidation process.

The liquidator may carry out all the acts provided for by Article 145 of the 1915 Law without prior authorization of the general meeting of shareholders.

The Liquidator may, without limiting the generality of the above, sell, exchange or alienate any and all movable property and/or rights of the Company, as the case may be.

The liquidator is exempted from drawing up an inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, for special or determined operations, delegate to one or more representative(s), under her own responsibility.

The liquidator may distribute the Company's assets to the shareholders in cash or in kind, provided that the Company has sufficient liquid assets to settle its liabilities. Such distribution may take the form of interim payments out of any assets to be distributed.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately eight hundred Euro (EUR 800,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre,
par-devant le notaire soussigné, Maître Roger ARRENSDORFF, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

Eduardo Tkacz, entrepreneur brésilien, né le 1^{er} juillet 1976 à Rio de Janeiro, résidant à Rua Fonte Da Saudade, 197 AP 401, Lagoa, 22471-210 Rio de Janeiro, Brésil;

David Klabin, administrateur d'entreprise brésilien, né le 9 septembre 1982 à Rio de Janeiro, résidant à Rua Cosme Velho, 276, Cosme Velho, 22241-090, Rio de Janeiro, Brésil; et

S.A.M. Nemesis, une société anonyme, ayant son siège social sis 38, Boulevard des Moulins, MC 98000 Monte-Carlo, Monaco, et enregistrée au répertoire du Commerce et de l'Industrie sous le numéro 08S04742, Associés de la société Nemesis Galt S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 51, route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B196.612 (le «Société»), constituée le 28 avril 2015 suivant acte notarié de Roger Arrensdorff, susmentionné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1678, du 7 juillet 2015.

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution, tous ici représentés par Olivier SCIALES, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de trois procurations données par acte sous seing privé, qui, paraphées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les parties susmentionnées sont désignées ci-après comme les «Associés».

Lesquelles parties comparantes, agissant en-dite qualité, ont requis le notaire instrumentant qu'il acte que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés représentent cent pour cent (100%) du capital social de la Société.

II. Les actionnaires déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la présente réunion avant la tenue de celle-ci et se considèrent valablement convoqués. La réunion est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

1. Dissolution de la Société et ouverture de la liquidation volontaire;
2. Nomination du liquidateur, détermination de ses pouvoirs et de la méthode de liquidation; et
3. Divers.

Après délibération, l'assemblée a adopté, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'ouvrir la liquidation de la Société en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») et avec l'article 20.2 des statuts de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de nommer Vanessa BACKOVIC, gestionnaire de relations clients, née le 4 janvier 1976 à Saint-Maur-des-Fossés (France), résidant au 654 Chemin du braousch, F-06320 La Turbie (France) en tant que liquidatrice de la Société (la «Liquidatrice»).

La Liquidatrice a les pouvoirs les plus étendus prévus aux articles 144 à 148 de la Loi de 1915.

La Liquidatrice est notamment habilitée à représenter la Société durant la procédure de liquidation, à vendre tous les actifs, à s'acquitter des dettes de la Société, et à distribuer (en tout ou partie) les actifs nets de la Société aux Associés, en numéraire ou en nature, à tout moment au cours de la procédure de liquidation.

La Liquidatrice est autorisée à passer tout acte prévu à l'article 145 de la Loi de 1915 sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

La Liquidatrice peut, sans que l'énumération suivante ne soit limitative, vendre, échanger ou aliéner tout bien mobilier et/ou droit de la Société, selon le cas.

La Liquidatrice est exemptée de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Liquidatrice pourra, sous sa propre responsabilité, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, déléguer certaines de ses fonctions à un ou plusieurs mandataires.

La Liquidatrice peut distribuer les actifs de la Société en numéraire ou en nature tant que la Société a des actifs suffisants afin de régler ses dettes. Une telle distribution peut prendre la forme de paiements intérimaires prélevés sur les dividendes distribuables.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges sous quelque forme incombant à la Société en raison des présentes est estimé approximativement à huit cents Euros (EUR 800.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que, sur demande des comparants ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française, sur demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connues du notaire par leurs noms, prénoms, statut civil et résidence, ceux-ci ont signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: SCIALES, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 24 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41673. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signe): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016052329/132.

(160010418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Tages Capital Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 60, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.328.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December.

Before Us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary, residing in Esch-sur-Alzette.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of TAGES CAPITAL SICAV, R.C.S. Luxembourg B 166.328 (the "Company"), having its registered office at L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, incorporated by a deed of Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette, on 21 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°229 dated 27 January 2012.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by a deed of Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette, on 17 November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°525 dated 25 February 2015.

The Meeting elected Mrs. Flore SENDEGEYA, residing professionally in Hesperange, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs. Pauline LAHURE, residing professionally in Hesperange.

The Meeting elected as scrutineer Mrs. Agathe KAHN, residing professionally in Hesperange.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Company from 33, rue de Gasperich, L - 5826 Hesperange to 60, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, with effect as from the 1st January 2016.

2. Amendment to the first paragraph of Article 2 of the restated articles in order to reflect the change of the registered office. The first paragraph to be reworded as follows:

"The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. As from the 1st January 2016, the registered office will be established in Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, deliberating in the

manner provided for amendments to the Articles or by the Board of Directors of the Company if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the same municipality by a decision of the Board of Directors. (...)”.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on 20 November 2015. Proof of the notices is given to the Bureau which assertively acknowledges the respect of the applicable legal and statutory procedures and delays.

IV. It appears from the attendance list that, out of the 11,611,202 shares in issue, 9,970 shares are present or represented at the Meeting, representing less than half of the capital.

V. The Bureau declares that the general meeting held on 17 November 2015 could not validly deliberate due to a lack of quorum of presence. Consequently the Bureau states that the present Meeting has been convened as a second general meeting as foreseen in Article 67-1 paragraph 2 under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Notably, convening notices containing the agenda of the present Meeting were sent by registered mail, return receipt requested, to the registered shareholders on November 20, 2015. Additionally, notice of the present Meeting was published on November 20, 2015 and again on December 7, 2015 in the Mémorial and in the Luxembourg newspapers, Luxemburger Wort and Tageblatt and in the II Sole 24 Ore. The Meeting can therefore deliberate irrespective of any quorum of presence.

VI. After due deliberation, the Meeting took the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to transfer of the registered office of the Company, as from 1st January 2016, from 33, rue de Gasperich, L - 5826 Hesperange to 60, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg.

Second resolution

The Meeting decides to amend the first paragraph of the Article 2 of the articles of incorporation in order to reflect the change of the registered office.

The first paragraph to be reworded as follows:

“The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. As from the 1st January 2016, the registered office will be established in Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the Board of Directors of the Company if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the same municipality by a decision of the Board of Directors. (...)”.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg SICAV Law of 2007 as amended, on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive, registration or processing purposes, the then automatically and free translated version will be for the indicated obligations only and the English version will always prevail.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to translate any part of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Hesperange on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, the present original deed.

Signé: F. Sendegeya, P. Lahure, A. Kahn, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31154. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Amédé SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 24 décembre 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2016052575/82.

(160010244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Mitteilung an die Anteilhaber

- Der Verwaltungsrat des RP Rendite Plus gibt bekannt, dass per 7. Januar 2016 die folgenden Teilfonds verschmolzen wurden:

ISIN	WKN	Fondsname	Anteilklasse	Status
LU0229176416	A0F6SA	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	A (EUR)	untergegangener Teilfonds
LU1211504250	A14QZZ	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	A (EUR)	aufnehmender Teilfonds
LU1063948902	A113B9	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	AM (EUR)	untergegangener Teilfonds
LU1211504417	A14QZ1	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	AM (EUR)	aufnehmender Teilfonds
LU1063949389	A113CA	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	AM (USD)	untergegangener Teilfonds
LU1211504680	A14QZ2	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	AM (USD)	aufnehmender Teilfonds
LU0229176689	A0F6SB	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	I (EUR)	untergegangener Teilfonds
LU1211504847	A14QZ4	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	I (EUR)	aufnehmender Teilfonds
LU0263903469	A0KE2B	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	I (H-EUR)	untergegangener Teilfonds
LU1211504920	A14QZ5	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	I (H-EUR)	aufnehmender Teilfonds
LU0266665115	A0LAS2	RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific	W (H-EUR)	untergegangener Teilfonds
LU1211505067	A14QZ6	Allianz Global Investors Fund - Allianz High Dividend Asia Pacific Equity	W (H-EUR)	aufnehmender Teilfonds

Aufgrund der Verschmelzung wurde der Teilfonds RP Rendite Plus - Allianz High Dividend Asia Pacific aufgelöst.

Januar 2016

RP Rendite Plus

Référence de publication: 2016053998/755/73.

Matineta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: Tarte Fine.

Siège social: L-2521 Luxembourg, 42, rue Demy Schlechter.

R.C.S. Luxembourg B 201.370.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinq novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

- a) Madame Anne MATINET, née le 11 avril 1968 à Nantes, France, demeurant 4 A rue de Itzig, L-5231 Sandweiler,
- b) Monsieur François LE MOIGNE, né le 28 mai 1973 à Nantes, France, demeurant 19 rue Isaac Newton, F-91250 Tigery, représenté par Madame Anne MATINET, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

Lesquels comparants, ont arrêté ainsi qu'ils suivent les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils veulent constituer.

Titre I^{er} . - Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société sera «MATINETA S.à r.l.» exerçant le commerce sous l'enseigne «TARTE FINE»

Art. 3. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'exploitation d'une boulangerie, pâtisserie, confiserie, la vente de crèmes glacées, la vente d'articles de boulangerie et de café, la vente d'articles de la branche, l'épicerie, la vente de boissons alcoolisées et non alcoolisées, traiteur, l'exploitation d'un salon de consommation, ainsi que la possibilité de vente de tous ces articles aux foires, braderies, expositions et aux marchés.

La société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. - Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à trente mille euros (EUR 30.000.-), représenté par cent (100) parts sociales de trois cents euros (EUR 300.-) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant l'accord des associés statuant à la majorité requise pour les modifications statutaires.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, personnels, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s’immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l’assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l’accomplissement de son objet social.

La société n’est engagée en toutes circonstances que par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu’ils sont plusieurs, par les signatures conjointes de 2 (deux) gérants, sauf dispositions contraires fixées par l’assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 13. Le décès d’un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n’entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre des parts qui lui appartient; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu’il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu’elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les modifications des statuts doivent être décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l’unanimité des voix des associés.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l’exécution de leur mandat.

Art. 17. L’année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l’indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de l’inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société, constatés dans l’inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d’un fonds de réserve jusqu’à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l’assemblée générale des associés.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 21. Pour tout ce qui n’est pas réglé par les présents statuts, les associés s’en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d’un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l’article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d’application.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites comme suit:

Madame Anne MATINET, prénommée,

Quatre-vingts parts sociales 80 parts

Monsieur François LE MOIGNE, prénommé,

Vingt parts sociales 20 parts

Total: cent parts sociales 100 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de trente mille euros (EUR 30.000.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu’il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les associés ci-avant désignés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Madame Anne MATINET, née le 11 avril 1968 à Nantes, France, demeurant 4 A rue de Itzig, L-5231 Sandweiler, est nommée gérante administrative de la société pour une durée indéterminée, avec pouvoir de signature conjointe.

- Monsieur Eric GRANGE, né le 25 septembre 1964 à Villerupt (France) demeurant 101 avenue de la République, F-54400 Longwy, est nommé gérant technique de la société pour une durée indéterminée, avec pouvoir de signature conjointe.

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

3.- Le siège social est établi au 42 rue Demy Schlechter, L-2521 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Sandweiler, date qu'en tête du présent.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. MATINET, F. LE MOIGNE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 6 novembre 2015. Relation: EAC/2015/25854. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015183231/125.

(150204547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Skylabs Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 201.363.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-seventh day of October.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

SKYLABS S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg (société à responsabilité limitée), with registered office at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 148 236, having a share capital of EUR 8,888,408.- (eight million eight hundred eighty-eight thousand four hundred and eight euro).

here represented by Olivier Amrein, jurist at CMS DeBacker Luxembourg, residing professionally at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, by virtue of a proxy given on 22 October 2015.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration. Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Skylabs Management S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office

may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

Thereupon, Skylabs S.à.r.l, prenamed and represented as stated hereabove, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all 12,500 shares by contribution in cash, so that the amount of EUR 12,500 is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

- Patrice Gallasin, born on 9 December 1970 in Villers-Semeuse, France, with professional address at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Heiko Wolf-Dietrich Walter Petzold, lawyer, born on 10 August 1970, with professional address at 45, Grosser Burstah, D-20457 Hamburg, Germany.

2. The registered office of the Company is set at L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois d'octobre,

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

SKYLABS S.à.r.l, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée au Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148 236, avec le capital social de 8.888.408,- (huit millions huit cent quatre-vingt-huit mille quatre cent huit),

ici représentée par Olivier Amrein, juriste chez CMS DeBacker Luxembourg, avec adresse professionnelle au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 22 octobre 2015 à Luxembourg.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Skylabs Management S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. En tout état de cause, la Société ne devra pas effectuer une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à 12.500 euros (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de 1 euro (un euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales, le cas échéant dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plusieurs gérants, par tout gérant(s) de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature de tout gérant ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Skylabs S.à r.l., représenté comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'intégralité du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille euros (1.000,- EUR).

Décision de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Patrice Gallasin, né le 9 décembre 1970 à Villers-Semeuse, France, avec l'adresse professionnelle à 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Heiko Wolf-Dietrich Walter Petzold, avocat, né le 10 Août 1970 à Berlin-Schoneberg, Allemagne, avec adresse professionnelle à 45, Grosser Burstah, D-20457 Hamburg, Allemagne.

2. Le siège social de la Société est établi au L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: AMREIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34524. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Référence de publication: 2015183373/378.

(150204388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Terra-Constructions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-8710 Boevange, 36, Cité Nock.

R.C.S. Luxembourg B 82.959.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt-huit octobre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Marc MULLER, demeurant à L-8710 Boevange, 36, cité Nock, né à Luxembourg, le 3 février 1964 (matricule: 1964020325325)

agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TERRA-CONSTRUCTIONS S.à.r.l.», avec siège social à L-8710 Boevange, 36, Cité Nock (matricule: 19982415570),

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- que la société à responsabilité limitée «TERRA-CONSTRUCTIONS S.à.r.l.», ayant son siège social à L-8710 Boevange, 36, cité Nock, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 82959, a été constituée suivant acte notarié en date du 15 décembre 1998, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 8118 du 16 mars 1999.

- que la Société n'a plus d'activités et que partant l'associé déclare expressément vouloir procéder à la dissolution et liquidation de la société à responsabilité limitée «TERRA-CONSTRUCTIONS S.à.r.l.»,

- que l'associé assume la fonction de liquidateur,

- que l'associé unique se trouve investi de tout l'actif de la société dissoute et répondra personnellement de toutes les dettes éventuelles impayées à ce jour et de tous les engagements sociaux éventuels,

- que l'associé déclare avoir pleine connaissance des statuts de la société et de la situation financière de la société TERRA CONSTRUCTIONS S.à.r.l.;

- qu'il approuve le bilan établi au 31 juillet 2015, qui restera annexé aux présentes.

- que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la société TERRA CONSTRUCTIONS S.à.r.l., prédésignée.

Les livres et documents comptables de la société société TERRA CONSTRUCTIONS S.à.r.l., prédésignée, demeureront conservés pendant cinq ans à L-8710 Boevange, 36, cité Nock.

Parmi les actifs de la Société transférés à l'associé unique figurent les immeubles suivants libres de toute charge hypothécaire:

COMMUNE DE BOEVANGE/ATTERT, SECTION A DE BOEVANGE

- 1) Numéro Cadastral 312/3606, lieu-dit «auf der Nock», place, contenant 4 ares 63 centiares;
- 2) Numéro Cadastral 312/3607, lieu-dit «auf der Nock», place, contenant 4 ares 53 centiares,

Titre de propriété

Les immeubles ci-dessus ont été attribués à la société TERRA CONSTRUCTIONS S.à r.l. suivant acte de partage de l'Association Momentanée BELLE-VUE reçu par le notaire soussigné, en date du 12 novembre 2010, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 3 décembre 2010, volume 2315, numéro 3.

Les immeubles sont attribués dans l'état où ils se trouvent actuellement, avec toutes les servitudes pouvant les grever, à l'associé unique Monsieur Marc MULLER, prénommé, qui en aura la jouissance à partir de ce jour.

Monsieur Marc MULLER déclare avoir notamment connaissance de la servitude CREOS qui greve les immeubles ci-dessus.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MULLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 4 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/34992. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Référence de publication: 2015186063/54.

(150207839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Automotive Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 162.536.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015182793/10.

(150203923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.756.

En date du 9 novembre 2015, la Société a décidé:

1/ de prendre acte et d'accepter la démission des Administrateurs suivants:

- Monsieur Christian Kmiotek,
- Monsieur Joseph Jean Aghina,
- Monsieur Nico Simon,
- Monsieur Michel Jadot,
- Priveq S.A., dont le représentant permanent est Monsieur Frank van Bellingen,
- Wanda BVBA, dont le représentant permanent est Monsieur Clément Costers

2/ de nommer en tant qu'Administrateur de la Société, avec effet immédiat et pour une durée d'un an:

- Monsieur Eddy Duquenne, né le 4 juillet 1962 à Bruxelles (district 2), Belgique, ayant son adresse au Kapellenstraat 94, 9280 Lebbeke, Belgique,
- Monsieur Joos Bert, né le 18 avril 1956 à Kortrijk, Belgique, ayant son adresse professionnelle au Ruitersweg 6/A011, 8500 Kortrijk, Belgique,
- NDCMS BVBA, société privée à responsabilité limitée immatriculée au Registre belge sous le numéro 0841.952.674, ayant son siège social au Lichtelarestraat 49, 9080 Lochristi, Belgique, dont le représentant permanent est Monsieur Nicolas De Clercq, né le 9 décembre 1971 à Lokeren, Belgique, ayant son adresse professionnelle au Lichtelarestraat 49, 9080 Lochristi, Belgique,

- Madame Hilde Herman, née le 9 août 1967 à Sint-Niklaas, Belgique, ayant son adresse au Luipegem 64, 2880 Bornem, Belgique,

- Monsieur Philippe Halhoute, né le 30 juillet 1968 à Epinal, France, ayant son adresse au 4 allée des Tamaris, 54300 Chanteheux, France,

- Joined 4Cs BVBA, société privée à responsabilité limitée immatriculée au Registre belge sous le numéro 0876.790.621, ayant son siège social au Sint-Lucaslaan 48, 2180 Antwerpen, Belgique, dont le représentant permanent est Monsieur Kristof Restiau, né le 21 mars 1967 à Antwerpen, Belgique, ayant son adresse professionnelle au Sint-Lucaslaan 48, 2180 Antwerpen, Belgique.

3/ de nommer en tant que Président du Conseil d'administration, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Eddy Duquenne, né le 4 juillet 1962 à Bruxelles (district 2), Belgique, ayant son adresse professionnelle au Kapellenstraat 94, 9280 Lebbeke, Belgique.

4/ de prendre acte et d'accepter la démission de Monsieur Nico Simon en tant qu'Administrateur délégué à la gestion journalière.

5/ de nommer en tant qu'Administrateur délégué à la gestion journalière:

- Monsieur Eddy Duquenne, né le 4 juillet 1962 à Bruxelles (district 2), Belgique, ayant son adresse au Kapellenstraat 94, 9280 Lebbeke, Belgique,

- Monsieur Joos Bert, né le 18 avril 1956 à Kortrijk, Belgique, ayant son adresse professionnelle au Ruitersweg 6/A011, 8500 Kortrijk, Belgique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Référence de publication: 2015185722/44.

(150207412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Truck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-3333 Hellange, 53, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRUCK S.à r.l.
Capital 100.000 €
Résidence Ravenelle
53 route de Bettembourg
L-3333 HELLANGE
Signature

Référence de publication: 2015193881/16.

(150217190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

TSO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Zone Industrielle Giallewee.

R.C.S. Luxembourg B 145.264.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fischbach, le 30/11/2015.

Référence de publication: 2015193883/10.

(150216763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

TW Life V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 169.264.

—
La Société a été constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 4 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1696 du 5 juillet 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TW Life V S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015193885/16.

(150216626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

STRAT & Fi Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 174.799.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015193854/10.

(150216408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

SPC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.123.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193845/10.

(150217160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

SPE III Icare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 130.696.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2084 du 25 septembre 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPE III Icare S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2015193846/15.

(150217097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Immocare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 162.483.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015194302/10.

(150217521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Immosolutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7473 Schoenfels, 4A, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 100.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015194303/10.

(150217569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3290 Bettembourg, 5, Zone d'Activités Economiques Krakelshaff.
R.C.S. Luxembourg B 89.060.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015194306/12.

(150218241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Integro Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 118.340.

Le présent dépôt remplace et annule le précédent dépôt L150116374 daté du 03/07/2015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015194308/10.

(150217963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Arcofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.372.

L'an deux mille quinze, trois novembre.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ARCOFIN S.A.», ayant son siège social à L- 1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B numéro 141372, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2333 du 24 septembre 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à L-7593 Beringen, 7, Rue Wenzel.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandrine ORTWERTH, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour le suivant (ci-après l' «Ordre du jour»):

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société;
- Nomination du liquidateur et définition de ses pouvoirs;

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été paraphée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut dès lors délibérer valablement sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur de la Société, Monsieur Etienne GILLET, expert-comptable, né à Bastogne (Belgique) le 19 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri (ci-après le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à HUIT CENTS EUROS (800.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, toutes connues du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ces dernières ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. ORTWERTH, V. ALEXANDRE, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 05 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/24987. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Berlingen, le 11 novembre 2015.

Référence de publication: 2015182784/69.

(150204436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

C & A Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 91.884.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015182886/10.

(150204375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

ADLS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 190.458.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise lors de l'assemblée générale tenue en date du 6 novembre 2015 que:

- Le nombre de gérant est passé de un à deux.

Madame Céline BOUSSEBASSI, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 60 avenue de la Faïencerie a été nommée comme gérant supplémentaire pour un mandat d'une durée illimitée.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015185799/18.

(150207060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Manly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.777.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193630/9.

(150216728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Majorcan Hotels Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.187.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193647/9.

(150217155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.
